

Communiqué de presse

Paris, le 29 octobre 2024

PLF et PLFSS : On prend les mêmes ... et on recommence !

Albert Einstein, qui était loin d'être un imbécile, écrivait, au début du siècle dernier « *On ne peut pas résoudre un problème avec le même mode de pensée que celui qui l'a généré* ». Ça date, mais c'est toujours d'actualité.

Avec les discussions budgétaires à l'Assemblée Nationale et au Sénat, sur le PLF 2025 et sur le PLFSS 2025, nous entendons celles et ceux qui se prétendent « raisonnables » nous mettre en avant des déficits publics abyssaux qu'il faut donc combler en faisant d'importantes « économies », sinon les investisseurs vont partir sous d'autres cieux, sinon les marchés financiers vont nous faire payer des taux d'intérêt prohibitifs, sinon le chômage, sinon l'inflation, sinon des dettes sur la tête de nos enfants et de nos petits-enfants, etc.

Nous savons que, pour l'essentiel, ces déficits résultent des suppressions d'impôts et de cotisations offertes aux plus riches depuis trop d'années, de la possibilité qui leur est ouverte d'utiliser allègrement les territoires offshore pour profiter de mesures législatives qui permettent de transformer de la fraude fiscale en optimisation fiscale. C'est dire que la situation actuelle résulte en grande partie du triomphe de la concurrence libre et non faussée dans le cadre d'une prééminence des intérêts financiers où les capitaux circulent totalement librement, sans limites ni contrôles, sur la planète et mettent tous les budgets nationaux en concurrence entre eux. Pour sortir de cette situation, nous dit tout simplement Einstein, il faut « changer de logiciel ». Il faut cesser de mentir en prétendant que les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain : en réalité, les profits d'aujourd'hui sont les profits d'aujourd'hui dont les actionnaires qui dirigent l'entreprise vont décider de l'affectation, et c'est très souvent la rémunération des actionnaires, justement ! Il faut arrêter de vouloir tromper les gens en racontant que la concentration des richesses dans les mains de quelques-uns, c'est très bien car, après, ça va ruisseler pour tout le monde. La réalité, c'est que la concentration des richesses n'a pas de cesse dans un tel système où l'on voit des individus plus riches que de nombreux États et devant lesquels les chefs d'État déroulent le tapis rouge.

Le changement de logiciel, ça ne semble pas être l'orientation du gouvernement ni de nombre de députés et de sénateurs. Ils nous ressortent la « politique de l'offre », la « reconnaissance de la valeur travail » qui, pour eux, ne consiste pas à améliorer le salaire et les conditions de travail de celles et ceux qui travaillent, mais à améliorer le rendement des capitaux de celles et ceux qui exploitent celles et ceux qui travaillent !

Celles et ceux qui ont mis le pays dans cette situation, ce sont principalement celles et ceux qui ont été aux manettes du pays depuis plus de 30 ans et qui ne cessaient de nous promettre, grâce à la politique de l'offre,

plus de croissance et plus de justice. En réalité, ils nous ont conduit dans le mur, et quand l'opposition arrivait au gouvernement, c'était pour poursuivre la politique engagée par le gouvernement précédent. Il suffit de rappeler le Plan Juppé de 1995, qui s'est fracassé avec les grèves de 1995 en ce qui concerne la réforme des régimes spéciaux de retraite mais a gagné en ce qui concerne la casse de l'hôpital public, avec sa mise sous tutelle par la finance. Le gouvernement Jospin, pendant cinq années, n'a en rien remis en cause cette casse de l'hôpital public, bien au contraire : Martine Aubry, ministre des Affaires sociales et Bernard Kouchner, ministre de la Santé, vont mettre en œuvre le Plan Juppé et poursuivre les restrictions budgétaires, les fermetures de lits et les privatisations de la santé et du soin.

Changer de logiciel, ce serait rétablir une imposition des plus grandes fortunes, et particulièrement des fortunes en actions des grandes sociétés capitalistiques, ce serait renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu (ça atteignait 60% du temps de Valéry Giscard d'Estaing, qui n'était pas un communiste), ce serait augmenter sensiblement le taux de l'impôt sur les sociétés, en y intégrant de la progressivité (le taux était de 50% avant 1981), ce serait encore supprimer toutes les exonérations de cotisations sociales accordées sans contreparties en matière d'emplois créés ou de salaires augmentés.

Changer de logiciel, ce serait ne pas reprendre les mêmes idéologies, même si elles se présentent parfois sous de nouveaux visages, ce serait abandonner le chacun pour soi et aller vers une société démocratique de solidarité et de partage.

C'est une partie du discours que tiendront les militantes et les militants de l'UNIRS lors de leurs prochaines rencontres avec les élu.es de la République dans le cadre de la préparation de la journée nationale de manifestation des personnes retraitées le 3 décembre à l'appel des 9 organisations de retraité.es. Nous manifesterons pour une autre politique budgétaire, pour le renforcement des services publics, dont ceux du soin et de la santé, pour le renforcement de la sécurité sociale et pour l'indexation totale et entière de toutes les retraites sur l'inflation dès le 1^{er} janvier 2025.